

VIOLENCE POLITIQUE ILLEGALE ET PRINCIPES AXIOLOGIQUES: INTERROGER LA STRUCTURATION AXIOLOGIQUE DE LA VIOLENCE POLITIQUE ILLEGALE

Illegal political violence and axiological basis: an interrogation about the axiological structuration of illegal political violence

Caroline Guibet Lafaye

CNRS Centre Maurice Halbwachs (EHESS - ENS)

c.guibetlafaye@wanadoo.fr

Résumé :

La sociologie s'est traditionnellement détournée des éthiques de la violence politique portées par des groupes clandestins souvent qualifiés de terroristes, l'usage de la violence étant d'emblée renvoyé à la sphère de l'interdit et de l'immoral. Pourtant le recours à des entretiens semi-directifs offrent un matériau de premier plan autorisant une démarche sociologique, prenant en considération la dimension éthique d'actions réputées illégales et leur appliquant les méthodes empiriques qualitatives classiques. Nous explorerons ici les objections fréquemment opposées aux efforts pour conférer un statut légitime à la parole des acteurs de la violence politique illégale et exposerons les voies méthodologiques susceptibles de l'exploiter en toute rigueur. Nous montrerons comment le recours à un matériau empirique autorise un déplacement du regard vers les motivations et les raisons des acteurs, dans une logique compréhensive. Nous soulignerons l'utilité de la théorie du « cadrage » (*frame analysis*) pour saisir les catégories conceptuelles et axiologiques à partir desquelles ces acteurs construisent le sens, élaborent la signification des idées et des valeurs utilisées pour mobiliser ou contre-mobiliser, pour agir et mettre en œuvre la violence clandestine.

Mots clefs : Terrorisme, violence politique, sociologie qualitative, sociologie compréhensive, théorie du « cadrage ».

Abstract:

Sociology has traditionally neglected the ethics of political violence carried by clandestine groups, often described as terrorists, the use of violence being immediately associated to the sphere of prohibition and immorality. However, the use of semi-directive interviews offers rare data allowing a sociological approach, taking into consideration the ethical dimension of actions deemed illegal. They allow the use of classical qualitative empirical methods. In this paper, we will explore the frequent objections to efforts to give legitimate status to the voices of actors involved in illegal political violence and outline the methodological approaches that can be used to rigorously exploit their interviews. We will show how the use of empirical material allows a shift in the focus on the motivations and reasons of the actors, in a comprehensive

logic. We will highlight the usefulness of the “frame analysis” theory to capture the conceptual and axiological categories from which these actors construct significations, elaborate the meaning of ideas and values used to mobilize or counter-mobilize, to act and implement clandestine violence.

Key words: Terrorism, political violence, qualitative sociology, comprehensive sociology, *frame analysis*.

Introduction

Les discours publics sur le terrorisme, émanant d’institutions politiques ou médiatiques, mettent en évidence – pour des raisons politiques évidentes – des motivations psychopathologiques à son origine (xxx, 2016, 2017a). Lorsque l’on parcourt les pages du journal *Le Monde*, avant comme après la mort des trois principaux membres du noyau historique de la Fraction Armée Rouge, les portraits proposés d’Andréas Baader évacuent systématiquement la rationalité de la lutte menée et ignorent toute dimension normative. Ainsi Baader, « fils d’un historien connu [...] n’a[urait] guère été, avant de devenir l’homme le plus recherché d’Allemagne, qu’un journaliste raté. » (*Le Monde*, 3/06/1972) Il est décrit comme porté par une « révolte infantile et aveugle » (*Le Monde*, 3/06/1972), animé, comme ses camarades, par « la passion pathologique » (*Le Monde*, 19/10/1977). La figure que propose de lui le quotidien, après sa mort dans la nuit du 17 au 18 octobre 1977, illustre l’occultation des motivations axiologiques pour placer l’accent sur des traits psychologiques :

« Andréas Baader, âgé de trente-quatre ans, avait quitté le lycée sans avoir pu décrocher le baccalauréat, mais on le rencontrait surtout dans les milieux universitaires extrémistes. Joyeux compagnon de beuveries à ses débuts et grand séducteur, grâce à son physique de jeune premier, il s’essaya comme journaliste mais ne put s’imposer, avant de se joindre aux extrémistes du mouvement de l’opposition extra-parlementaire. [...] Élevé par sa grand-mère, sa mère et une tante – son père, archiviste national, était tombé pendant la guerre, – Baader semble avoir souffert du besoin maladif de s’imposer. [...] L’écrivain de gauche Guenter Wallraff a dit de Baader qu’il était un “fétichiste des grosses cylindrées, doublé d’un mégalomane” » (*Le Monde*, 19/10/1977).

Ainsi « Andréas Baader transforme en ultime échec de rebelle une pauvre vie de journaliste raté, de play-boy épris de voitures compensant tant bien que mal l’anxiété d’une enfance sans père. Gudrun Ensslin, sa compagne, n’a jamais soutenu sa réputation de “théoricienne” de la guerre civile » (Paul-Jean Franceschini, *Le Monde*, 19/10/1977). Eu égard à ces considérations, il semble incongru, décalé voire déplacé de soulever la question de possibles principes axiologiques structurant le combat politique d’acteurs ayant eu recours à la lutte armée ou à des formes de violence politique illégale, qu’il soit question d’éthique, de valeurs ou de règles de comportement. Pourtant, la sociologie et l’anthropologie reconnaissent que tout groupe humain s’organise selon des règles sociales et en référence à des normes (Gurvitch, 1973 ; Lévi-Strauss, 1981). « Les anthropologues admettent que la diversité des cultures va de pair avec la diversité des principes moraux et donc que dans une société pluriculturelle l’individu peut référer à des cadres moraux différents pour expliquer son propre positionnement en tant qu’individu » (Heintz, 2015, p. 68). De même, des travaux ont été réalisés sur le fonctionnement et le respect de principes axiologiques dans les armées (David, 2003 ; Cologon, 2005 ; Dillon et Reid, 2009). Il existe enfin une éthique de la guerre, fondée sur le respect des Conventions de Genève du 12 août 1949.

Si la violence est communément l’objet d’une réprobation sociale largement partagée, elle est, en revanche, valorisée par certains groupes sociaux et politiques, notamment anarchiste, révolutionnaire, autonome mais aussi, à l’autre extrémité du spectre politique, par des groupes nationalistes, fascistes et islamistes. Cette valorisation repose sur plusieurs raisons, non exclusives, qu’il s’agisse de se conformer à l’image négative du

groupe, renvoyée par l'environnement, dans une logique de retournement du stigmaté ; qu'elle s'enracine dans un modèle social, tel la figure du « bandit social » ; que cette valorisation bénéficie enfin d'une légitimation instrumentale, grâce notamment à un vecteur idéologique (voir Sommier, 2008, p. 12). Il est commun que la violence reçoive une légitimation, dans ces groupes, à travers la critique des institutions, la volonté de changer l'ordre social et un engagement au nom de valeurs supérieures à la culture dans lesquels les sujets dits « radicalisés » évoluent (voir Marchand, 2016). La violence illégale ne se déploie donc pas indépendamment d'un contexte axiologique et peut de ce fait être aussi appréhendée conformément aux valeurs et aux normes, au nom desquelles elle est perpétrée et qu'elle peut respecter dans sa mise en œuvre. La violence politique des organisations illégales émerge en outre souvent de vagues de protestation, se déploie fréquemment au sein de mouvements sociaux et se trouve donc seulement être *l'un* des produits les plus visibles de ces derniers, alors même que la plupart des militants des organisations clandestines ont eu des expériences antérieures au sein de collectifs légaux, participant de ces mouvements sociaux (voir Della Porta, 1995).

Bien que l'on veuille considérer que la violence ait figure d'exception dans les sociétés libérales et démocratiques, la violence politique, légale et illégale, constitue une régularité humaine s'actualisant dans les guerres, les insurrections, la répression, les génocides, les coups d'État, la torture et le terrorisme. Or les caractéristiques, les frontières et la signification de ces phénomènes sont le produit de contextes particuliers qu'ils soient historiques, culturels, sociaux ou scientifiques (voir Jackson, 2011, p. 3). Les définitions les plus communes du terrorisme¹ présentent un biais moral inhérent qui compromet plutôt qu'il ne facilite une détermination des caractéristiques premières du phénomène terroriste. Toute interprétation visant à délégitimer l'acte terroriste et donc orientée normativement s'empêchera de considérer que les acteurs peuvent avoir recours au « terrorisme » pour des raisons morales, telles le fait, dans certains contextes, de pouvoir sauver des vies, de considérer la légitimité du droit de résister à l'oppression. Ce type de lecture tend à réduire le terrorisme à des arguments hautement subjectifs, concernant la légitimité des acteurs ainsi que de leurs buts politiques. La catégorisation de « terroriste » présente des enjeux politiques majeurs, cette qualification ayant des conséquences effectives sur la vie des individus (songeons à la situation du pays basque sud) aussi bien que pour la communauté dont ils viennent (cas des musulmans en France à partir des années 2000-2010). La notion de « terrorisme » présente une signification morale et normative, associée à ce label péjoratif, qui a en outre une dimension émotionnelle. Cette dernière conduit celui qui l'entend à adopter une perspective morale sur la personne ainsi désignée ou les actes considérés (voir Finlay, 2009, p. 753). Une des difficultés auxquelles toute analyse se plaçant dans ce champs se trouve confronté consiste dans l'usage terminologique : violence politique, lutte ou propagande armées vs. terrorisme, combattant vs. terroriste, libération nationale vs. indépendantisme ou séparatisme, exécution vs. assassinat, attentat vs. action armée. Selon que l'on privilégiera un terme ou l'autre, on optera pour la condamnation ou une tentative de description aussi neutre que possible et se tenant à l'écart de la délégitimation *a priori* ainsi que du point de vue ou de la perspective de celui qui condamne, en l'occurrence l'État attaqué. Nul n'ignore que les États ont également pratiqué le terrorisme².

Poser la question des normes axiologiques structurant la violence politique suppose d'accepter de prendre une distance à l'égard des représentations, préjugés et qualifications communément associés aux actes et aux auteurs poursuivis pour des faits de terrorisme. Aucune recherche consacrée à cette thématique n'ignore que cette qualification revêt une fonction éminemment politique, dont l'intention consiste dans la délégitimation des mobiles des auteurs des faits (Frazer et Hutchings, 2007, p. 195 ; Rapin, 2009, p. 166 ; Jackson, 2011,

¹ Telles celle du département d'État américain voulant que « le terme de "terrorisme" désigne une violence préméditée, motivée politiquement, perpétrée contre des cibles civiles... par des groupes non étatiques ou des agents clandestins, visant généralement à influencer l'opinion publique ».

² Les assassinats d'activistes d'extrême gauche ou basques par des paramilitaires d'extrême droite s'apparentent à des exécutions. Les résistants français et espagnols de la seconde guerre mondiale ou de la guerre civile espagnole étaient pour leurs États des terroristes, alors qu'ils se définissaient comme des combattants de la liberté.

p. 1)³. Le terme « terroriste » n'a pourtant pas toujours été perçu de manière négative. Au XIXe siècle, Serge Stepniak Kravtchinski, nihiliste russe, déclarait : « le terroriste est noble, terrible, irrésistiblement fascinant car il combine en lui les deux sommets sublimes de la grandeur humaine : le martyr et le héros. Du jour où il jure, du fond du cœur, de libérer son peuple et sa patrie, il sait qu'il est voué à la mort. » (Stepniak Kravtchinski, 1863, p. 302) Cette ambivalence a marqué le destin du peuple israélien face aux autorités britanniques installées en Palestine, du peuple algérien face à l'occupation française, des résistants français face à l'occupation de l'Allemagne nazie. Dès lors, la violence politique reçoit une interprétation différente selon les sociétés et les groupes sociaux. Cette variabilité explique que le terroriste devienne un héros national (Jean Moulin), un prix Nobel (Nelson Mandela), un dirigeant politique officiel et un député (Gerry Adams), et que la signification du terme varie avec le temps. La notion de terrorisme constitue un vocable rhétorique socialement élaboré. Son histoire est celle d'un label péjoratif qui incarne aujourd'hui la quintessence du concept contesté (Jackson, 2011, p. 2). Or, dans la plupart des cas, les actions qualifiées de terroristes interviennent dans un contexte de luttes politiques plus large dans lequel le recours au terrorisme advient comme une stratégie parmi d'autres formes d'action contestatrices plus courantes (Tilly, 2004, p. 6).

S'inscrivant au sein de luttes ou de combat plus vastes, le recours à la lutte armée et l'usage de la violence politique, conventionnelle ou non conventionnelle, sont d'une part motivés par des raisons et, d'autre part, structurés par des normes ou des principes (Prost, 2004)⁴. Concernant les motifs, ils peuvent être ceux de la libération nationale ou de la révolution sociale et communiste, de la création d'une théocratie. S'agissant des pratiques, on peut se refuser à attaquer des civils ou à procéder à des attentats indiscriminés. Dans un cas comme dans l'autre, il demeure pertinent d'interroger et d'analyser la « morale » de l'acteur de la violence non conventionnelle, comme on étudierait les normes qui orchestrent les interventions des armées conventionnelles (Delori, 2018), quel que soit le jugement que l'on puisse porter à son endroit. À un premier niveau au moins, l'ambition se justifie des revendications formulées par les groupes étudiés. Elle se nourrit en outre de la volonté de produire une analyse de sciences sociales, en marge des représentations politiques et médiatiques, mais prenant pour objet les normes incarnées dans les discours et les pratiques des acteurs de la violence politique dite illégale ou clandestine (Della Porta, 2013). Nous proposerons ici plusieurs perspectives méthodologiques visant à cerner les normes sous-jacentes à la violence politique illégale, la méthodologie appropriée pour les aborder et offrirons simultanément une réponse aux critiques souvent adressées à l'analyse de cet objet sociologique⁵.

³ Certains analystes considèrent même que la notion de terrorisme a une telle teneur idéologique, que ses enjeux conceptuels et empiriques sont tellement flous qu'elle en perd toute sa valeur analytique (Higgins, 1997, p. 28 ; Finlay, 2009 ; Kapitan et Schulte, 2002 ; Scheffler, 2006 ; Della Porta, 2013, p. 7).

⁴ Par « normes », on peut entendre soit (1) le principe d'une obligation inconditionnelle dont le modèle est l'impératif catégorique ; soit (2) l'exigence idéale de cohérence maximale comme principe régulateur (la fiction du « comme si ») ; (3) ou encore les normes sociales dont le respect peut être imposé par la contrainte. Dans ce dernier cas, on distingue (a) les normes reposant sur une « entente » entre les acteurs (agir en entente) et (b) les normes fondées sur des statuts (agir en société).

⁵ On se souvient qu'il a été reproché aux sciences sociales de vouloir « excuser » le terrorisme qui a sévi en France à partir de 2015, là où il s'agit plutôt de l'« expliquer » (voir Valls, Sénat, 25/11/2015).

L'entretien biographie, outil d'appréhension des normes

UN TRAVAIL DE SYMBOLISATION

Dans le domaine de la violence politique illégale et, en particulier du terrorisme, seuls 3 à 4 % des travaux réalisés reposent sur une analyse empirique de données (voir Lum *et al.*, 2006). Dans les articles prétendant s'appuyer sur des entretiens, ceux-ci ne représentent qu'une dimension très restreinte de l'ensemble du travail et ne correspondent pas à plus de 4 % de l'ensemble des informations contenues dans le texte (Silke, 2001, p. 6). Dans 1 % des cas seulement les entretiens ont été menés de façon systématique et structurée (Silke, 2001, p. 7). Bien que rarement mise en œuvre, l'approche qualitative présente une pertinence de premier ordre pour l'analyse axiologique, dans la mesure où la méthodologie statistique est condamnée à aborder la violence comme un résultat. Or une telle démarche conduit à deux écueils au moins : d'une part, délaissier les *significations* de la violence, à la fois pour ceux qui y ont recours, ceux qui la subissent, et pour ceux qui ont en charge de la réduire (responsables politiques et forces de maintien de l'ordre) et, d'autre part, gommer les *processus* par lesquels se construisent la violence et la complexité des situations d'interaction dans lesquelles elle apparaît. Il est toutefois certain que l'accès à des témoignages d'individus cherchés ou évoluant dans un contexte de guérilla est délicat. On se tourne alors souvent vers des personnes qui ont déposé les armes, purgé leur peine de prison ou qui ont quitté les groupes clandestins. Des entretiens *a posteriori* ne disqualifient pas pour autant la recherche qualitative face aux approches quantitatives.

L'entretien biographique permet d'envisager les transformations subjectives, en particulier identitaires, et la reconstruction *a posteriori* – *i.e.* réflexive – des phases de l'engagement, de sa nécessité et de l'impossibilité de prendre un autre chemin, en invitant les acteurs à faire un retour sur leur propre trajectoire et implication dans des mouvements de contestation. D'un point de vue méthodologique, on peut avoir recours aux histoires de vie (Bertaux, 1980, 1997) et aux parcours individuels pour éclairer les interprétations et motivations sous-jacentes à l'engagement dans des groupes armés ainsi que le questionnement éthique qui, le plus souvent, l'accompagne. Cette méthode confère une place éminente à la parole individuelle. Le choix méthodologique de l'entretien biographique ouvre une perspective originale et utile dans le champ de la violence politique dans la mesure où il revient à « attribuer une place importante aux points de vue indigènes dans l'analyse du monde social et aux savoirs pratiques – cognitifs, interprétatifs, symboliques, affectifs, etc. – de ceux qui expérimentent telle ou telle situation » (Demazière, 2008, p. 16) et ouvre ainsi de nouvelles perspectives sur ce phénomène. La parole subjective – *i.e.* les discours recueillis auprès des intéressés – peut permettre d'esquisser une éthique de l'engagement dans des groupes radicaux ou terroristes (voir xxx, 2019, 2020).

Le travail biographique de l'enquêté, c'est-à-dire son travail de symbolisation et d'unification de sa propre expérience (Voëgtli, 2004), est central pour saisir la production des significations associées à son engagement. L'entretien offre à ceux qui sont entendus une occasion de « s'expliquer, au sens le plus complet du terme, c'est-à-dire de construire leur propre point de vue sur eux-mêmes et sur le monde et de rendre manifeste le point, à l'intérieur de ce monde, à partir duquel ils se voient eux-mêmes et voient le monde, et deviennent compréhensibles, justifiés, et d'abord pour eux-mêmes » (Bourdieu, 1998, p. 1407). Ce travail de symbolisation donne lieu à une construction identitaire par l'enquêté. Loin de favoriser la complaisance, la méthodologie empirique, « l'entretien [semi-directif] fonctionne comme une chambre d'écho de la situation ordinaire de fabrication de l'identité » (Kaufmann, 1996, p. 60) qui demeure pertinente s'agissant d'acteurs ayant recours à la violence politique. En ce sens, le travail de mise en scène de l'identité qui se déroule au cours de l'entretien ne doit pas être considéré comme un artifice ne révélant que la contingence de la situation. Au contraire, il permet d'appréhender les catégories fondamentales par lesquelles les personnes entendues pensent leurs pratiques et leur position dans le monde social ou encore construisent leur identité publique. « S'engager, ce n'est pas seulement épouser une cause et y consacrer une partie de son temps, c'est aussi endosser un rôle et une identité sociale, s'inscrire dans un système d'échanges et d'obligations réciproques, [*i.e.*] prendre des

engagements à l'égard des autres » (Duriez et Sawicki, 2003, p. 18), ce que l'on retrouve que l'on se mette au service de l'OAS, du FLNC, de la RAF ou de l'EI. La définition de soi comme acteur politique participe d'un processus de constitution de l'identité individuelle, laquelle est toujours le fruit d'un travail de construction et de mise en scène (voir Strauss, 1959).

Enfin l'exploration d'entretiens approfondis permet de déconstruire certaines représentations infondées. En effet, elle autorise une reconstruction, dans une perspective biographique des spécificités des engagements, tout au long de la carrière militante, des représentations de l'action politique qui en découlent ainsi que de l'action politique efficace – telle la supériorité de l'action illégale sur l'action légale –, des interférences entre vie privée et vie publique (voir Agrikoliansky, 2001). Elle permet enfin de rendre compte de l'attrait des militants pour certaines formes d'action politique. L'ensemble de ces éléments participe de la mise en sens subjective de leur « carrière » militante (Hughes, 1996 ; Fillieule, 2001) par les acteurs, au-delà des dimensions objectives – événements et expériences – qui l'émaillent. Ce type d'approche met en évidence les significations et les choix opérés par les agents, à la lumière des dispositions acquises ainsi que de phases antérieures de leur militantisme (voir Agrikoliansky, 2001).

L'ILLUSION BIOGRAPHIQUE

Il demeure que l'entretien semi-directif se heurte au phénomène d'illusion biographique, tenant à ce que l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie (voir Bourdieu, 1986, p. 69). L'enquête rétrospective, quelle que soit la méthode d'investigation utilisée (Auriat, 1996), est tributaire des effets de mémoire, particulièrement prégnants et peu contrôlables dans le cas des entretiens. Ces effets pourront être objectés à qui veut entendre et comprendre des acteurs clandestins en particulier dans leurs choix normatifs. En effet, l'enquête rétrospective introduit des déformations, des travestissements, des glissements, accentués du fait que l'enquêteur maîtrise mal les principes de sélection des épisodes (voir Demazière, 2007, p. 88-89). Il ne peut, en effet, limiter la composante interprétative des propos en l'absence de codification des réponses possibles. Le récit, produit dans le cadre de l'entretien semi-directif, résulte d'une sélection, par le narrateur, de fragments – de ce qui est important pour lui –, qu'il insère dans une histoire qui a un sens. Il relate ainsi le monde dans lequel il vit ou a vécu, qui est aussi le monde auquel il croit, « son monde » (Berger et Luckmann, 1966). Raconter consiste à construire un point de vue sur le passé, à développer une version plausible, qui est aussi un possible parmi d'autres, à privilégier certains événements, à utiliser certains mots et expressions, à risquer des interprétations, à proposer une suite de « définitions de situation » (Thomas et Znaniecki, 1918-1919) qui sont aussi des points de vue personnels sur ces situations, des choix de formulation parmi d'autres possibles, produits à un moment donné et dans des circonstances précises. Les individus interrogés qui racontent leurs expériences, mettent en scène les épisodes de leur vie, donnent de la signification à ce qui leur arrive, justifient et argumentent de manière à convaincre, insistent dans certains cas sur le poids de la répression, dans d'autres cas sur la menace qui pesait sur leur patrie ou leur culture. Face à ces discours, il convient de se rappeler que ces derniers relèvent de la *subjectivité* et non du témoignage. Or c'est à l'aune de l'engagement de la subjectivité de l'interviewé dans son discours que s'étalonne la validité de ce dernier (voir Demazière, 2007, p. 93).

Chez tout individu s'affirme une propension à donner un « vernis logique » à sa conduite (voir Pareto, 1917, chap. III), c'est-à-dire à élaborer un discours qui permette de rendre compte ou de « rendre raison » des trajectoires individuelles, conformément à une conception rationnelle, voire rationaliste de celles-ci. Les conditions de l'entretien semi-directif tendent à produire le récit d'une « vie organisée comme une histoire [qui] se déroule, selon un ordre chronologique qui est aussi un ordre logique, depuis un commencement, une origine, au double sens de point de départ, de début, mais aussi de principe, de raison d'être, de cause première, jusqu'à son terme qui est aussi un but » (Bourdieu, 1986, p. 69).

Or ces formes de rationalisation, de mises en sens des pratiques, des opinions et des orientations politiques, dans l'*après-coup*, soulèvent des problèmes méthodologiques notables (voir Collovald et Gaïti, 2006, p. 45) que ce soit en population générale ou dans le cas des acteurs de la violence politique. En effet, la réorganisation du récit, notamment sous-tendue par le travail idéologique, produit non seulement une description réaliste de la situation subséquente d'engagement, mais surtout vise à rendre raison de son émergence. Sans endosser le postulat de la linéarité et de l'unicité du déroulement biographique, ni d'une identité intemporellement et substantiellement attachée à l'individu, il s'avère utile et approprié de s'appuyer sur la notion de « ligne biographique », qualifiant l'ensemble des événements que l'on peut rattacher à *l'une* des formes d'engagement de l'individu (voir Ogien, 1989, p. 81 ; voir aussi Demazière, 2008).

L'approche rétrospective – en partie inévitable, lorsque l'on étudie des organisations clandestines – doit également tenir compte de ce que « la temporalité de l'expérience se distingue de la temporalité des processus d'engagement dans l'illégalité et la violence, reconstruite et homogénéisée après coup autour d'"origines", de "tournants", de causes et d'effets » (Collovald et Gaïti, 2006, p. 35 ; Dobry, 2010). Comme en population générale, les sources orales doivent être mobilisées avec prudence, dans la mesure où elles constituent des reconstructions typiques *a posteriori* de souvenirs ou d'événements où l'enquêté comme l'enquêteur sont tentés « de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective », d'établir « des relations intelligibles, comme celle de l'effet à la cause efficiente ou finale, entre les états successifs, ainsi constitués en *étapes* d'un développement nécessaire » (Bourdieu, 1986, p. 69). Dans cette reconstruction, certains événements comme les arrestations, les emprisonnements, les jugements, la répression sont connus pour être des moments émotionnellement forts dans la carrière militante (voir Codaccioni, 2013, p. 30). Ces événements contribuent, de façon privilégiée, à l'élaboration du récit de soi, lequel s'orchestre alors à partir du choix de certains événements significatifs donnant sens à une « histoire de vie » (Bourdieu, 1986).

La mémoire biographique qui opère à partir d'une sélection des informations répond, consciemment ou non, à des besoins psychologiques (tels que proposer une image cohérente de sa propre vie), voire à des considérations esthétiques (comme produire un beau récit). La reconstruction biographique porte inévitablement l'accent sur la dimension *subjective* des événements. Cependant elle présente l'avantage de permettre d'observer la façon dont l'histoire modèle les consciences individuelles, dont les événements publics interfèrent dans la vie privée⁶ et dont les perceptions façonnent le comportement (voir Della Porta, 2013, p. 28). Dans tous les cas, les reconstructions biographiques sur lesquelles s'appuie une étude de la violence politique permettent d'appréhender les milieux militants, les représentations et perceptions qu'ont les acteurs de leur environnement et du monde social, leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique, leur socialisation politique, ainsi que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective.

En resituant l'agir militant au sein de l'existence individuelle globale, ces reconstructions biographiques sont un point d'appui pour des explications *subjectives* du choix d'adhérer à une organisation radicale tout comme du fait de persévérer dans ce type d'engagement. L'accent porté sur cette dimension subjective permet de reconstruire un aspect décisif de l'engagement radical, en l'occurrence l'image que les militants se font de la réalité extérieure. Cette dimension est précieuse, en particulier lorsqu'il s'agit de se placer dans une perspective *interactionniste* soucieuse de l'entrée dans l'illégalité et du moment auquel chaque individu amorce son engagement. L'entrée en militantisme est essentielle tant du point de vue de la période politique que du point de vue de l'histoire de l'organisation et des caractéristiques de ceux qui s'engagent au même moment dans le militantisme (voir Cuadros, 2013, p. 61). Les nouvelles recrues intègrent une organisation politique déjà façonnée par d'autres membres et contribuent en retour à la façonner également. Dans le cas d'ETA, du PKK,

⁶ Tels l'attentat de la Piazza Fontana en Italie ou le procès de Burgos de 1975 en Espagne.

des FARC, de l'EZLN, dont l'existence court sur des décennies, on peut ainsi identifier des « micro-cohortes »⁷.

Ainsi le chercheur se trouve à la croisée de la reconstruction subjective et de la « vérité » historique. Certains événements comme l'attentat de la Piazza Fontana en Italie, le procès de Burgos au pays basque, ou l'installation des troupes américaines en Terre Sainte ont souvent joué un rôle décisif dans les parcours militants. Le premier a également marqué objectivement l'histoire de la péninsule italienne dans la mesure où, d'abord attribué à l'extrême gauche, il s'est révélé avoir été orchestré par l'extrême droite, appuyée par certaines branches de l'État italien. De même, l'effet de la répression sur l'engagement militant, susceptible d'avoir été utilisé par certaines organisations armées comme ETA ou le PKK, répond à une réalité historique. La disproportion de la répression menée par le régime espagnol, comme l'illégalisation de mouvements de jeunesse, tels Haika ou Segi, a poussé de jeunes Basques à s'enrôler dans la lutte armée. Tel est également le cas pour de jeunes Kurdes. Les histoires de vie contribuent ainsi à éclairer les changements sociaux et les processus de transformation sociale *in vivo* mais elles doivent être rattachées aux contextes dans lesquels les individus ont évolué. Les changements dans les étapes du cycle de vie peuvent en outre constituer des sources de transformation des configurations de rapports sociaux et institutionnels (voir Balan et Gelin, 1980, p. 273)⁸. Enfin les récits de vie soulèvent la question de l'intersection du temps biographique et du temps historique, du cycle de vie individuel et des transformations sociales au sein desquelles la biographie se développe (voir Balan et Gelin, 1980, p. 272). Ces deux niveaux s'articulent grâce à des structures et mécanismes sociaux intermédiaires, qui peuvent être le contexte familial mais également tous les lieux et organisations de socialisation politique des acteurs.

La question de la fidélité du discours produit en situation d'entretien par rapport à des « faits », tels qu'ils se sont effectivement passés, peut être contournée, dès lors que l'analyse ne privilégie pas la fonction descriptive ou informative du langage, comme représentation d'une réalité déjà là, indépendante de sa catégorisation et de sa mise en mots (voir Demazière, 2007, p. 95)⁹. Les entretiens rétrospectifs soulèvent en outre la question du discours produit par rapport aux pratiques. Néanmoins et quelle que soit la situation considérée, l'accès aux faits, d'un point de vue cognitif, passe toujours par leur mise en mots, par une interprétation et se trouve tributaire d'une représentation. Tout récit d'expérience suppose une élaboration et se voit chargé de significations. « Le discours de l'interviewé est une prise de position sur la question proposée, est l'expression d'un sujet parlant qui signifie et qui agit en disant des choses, est un acte de construction en situation d'une vision du monde » (Demazière, 2007, p. 95). Le recours sociologique à l'entretien semi-directif repose donc sur une interprétation du langage comme une activité contribuant à la construction de la réalité sociale et procédant par des opérations de mise en mots, vecteurs de la construction du sens dans le cadre de l'entretien. Elle permet de répondre à la question récurrente de la crédibilité à accorder au récit, en termes de présentation de soi, de légitimation de son action, dans un contexte où l'on a appartenu à un groupe terroriste, où l'on s'adresse à une personne qui est étrangère à la lutte armée ainsi qu'aux causes portées par certains acteurs, qu'ils soient indépendantistes ou religieux.

⁷ On parle, à un plan macrosocial, de « génération politique » englobant toutes les micro-cohortes ayant participé à un même moment protestataire (Whittier, 1997 ; Zwerman et Steinhoff, 2005).

⁸ Bien que le passage du niveau des histoires de vie agrégées au niveau macrosociologique requiert une élaboration théorique et méthodologique notable. Se pose en outre inévitablement la question, lorsque l'on travaille sur des biographies individuelles, de l'agrégation des données individuelles ainsi que de l'interprétation du cas singulier (voir Balan et Gelin, 1980, p. 273).

⁹ L'incertitude, voire l'indétermination, portée sur la validité des discours collectés est permanente. « Elle vaut indépendamment des méthodes d'enquête, même si certains adeptes des techniques les plus standardisées feignent de croire que le recours à de tels outils permet d'y échapper » (Demazière, 2007a, p. 97).

En ce sens, il importe de considérer que toute approche de la violence politique fondée sur des entretiens semi-directifs se borne à analyser des représentations plutôt qu'à confronter les représentations aux faits. En effet, il n'est pas toujours possible de reconstruire des parcours de vie biographiques détaillés, de les contextualiser dans chacune de leurs dimensions. En outre, dans certains cas, une partie des actions menées ou des implications individuelles a pu échapper à la justice¹⁰. L'écart entre le déclaratif et le comportement n'est pas propre aux acteurs de la violence politique mais il est inhérent à toute enquête fondée sur des éléments déclaratifs – le partage des tâches domestiques dans le couple étant l'un des meilleurs exemples de ce hiatus (Kaufmann, 1997, 2003 ; Pfefferkorn, 2011). L'analyse consiste alors à confronter les discours individuels pour procéder à des recoupements, pour identifier des constantes, pour traquer les particularités, et aboutir à la description organisée d'un monde social conçu comme un monde objectif ou, du moins, objectivé (Demazière, 2007, p. 96). Elle est attentive aux discours argumentant le sens d'événements dont la reconstitution peut être incertaine, mais qui, de fait, sont reconstruits à travers la mise en catégories. C'est à ces catégorisations utilisées, par les acteurs rencontrés comme par tout individu, pour construire de la signification, l'énoncer, l'argumenter et la faire partager que nous accorderons toute notre attention.

Dans une approche axiologique, les catégories du juste, de l'injuste, du légitime et de l'illégitime, du nécessaire et du devoir trouvent une place centrale dans l'analyse. La question des processus de légitimation n'est donc pas la seule pertinente en matière de violence politique, pour autant que tout individu met en mots ses activités dans le monde, exprime les croyances qui les justifient, met en cohérence son histoire et celle de son milieu, accumule des notations pour avancer dans la compréhension de sa situation et de son histoire. Dès lors, il revient au sociologue de reconstruire la cohérence de chaque interprétation subjective, pour les comparer, pour identifier des univers de croyances contrastés et partagés, et aboutir à l'explication de mondes sociaux (Demazière, 2007, p. 96).

Les entretiens permettent alors d'explorer les « univers de sens » plutôt que les « univers de vie » (Schwartz, 1999). Or explorer et reconstruire des « univers de sens » suppose de considérer le langage comme un véhicule de la signification, comme une ressource pour produire du sens, comme un outil de catégorisation, un vecteur d'interprétation subjective, c'est-à-dire d'appropriation du monde. L'analyse des entretiens est alors orientée vers la compréhension de la cohérence interne des récits, des catégorisations sociales qui les structurent, de la production de significations par la mise en mots. On comprend les mots d'autrui en comprenant aussi ce qu'il désire signifier par ses mots et en les reliant à l'arrière-plan épistémique, en fonction duquel il les emploie. Le recours à l'interprétation est nécessaire, lorsque le contenu significatif de l'acte ou d'une proposition n'est pas compris au sens où l'on comprend d'emblée, dans la vie courante, le sens d'un commandement formulé par un inconnu (voir Weber, 1922a). L'interprétation désigne la procédure par laquelle on s'efforce de retrouver le sens d'une conduite d'autrui jusqu'à la comprendre – la compréhension étant le terme auquel cette procédure s'achève¹¹ –, sachant toutefois que le sens « visé » par l'auteur de cette conduite (*i.e.* ses motifs) n'épuise pas l'ensemble du sens déposé ou disponible en elle¹². L'interprétation du sens requiert par exemple de mettre en forme logique la délibération qui théoriquement l'a précédée et qui a pu rester implicite. Elle suppose d'établir ce que l'acteur savait à partir de ce qu'était son monde, de concevoir ce qu'il a voulu (voir Aron, 1981, p. 132). Les entretiens ne sont, de ce fait, pas abordés pour y repérer des informations, identifier des traces d'événements ni mobilisés pour procéder à des descriptions ou reconstituer des mondes qui ne renvoient pas à des univers sémantiques¹³. Cette distinction autorise à convoquer la double dimension

¹⁰ Les personnes se gardant bien d'évoquer ce qui reste encore dans l'ombre auprès d'étrangers.

¹¹ L'interprétation parvient à son terme, lorsqu'elle coïncide avec la compréhension.

¹² Max Weber considère toutefois que la tâche du sociologue ne consiste pas tant à interpréter le sens de l'action humaine (les motifs de son auteur) que l'action elle-même en tant qu'elle est « co-conditionnée » par un sens.

¹³ Telle est la différence entre l'entretien semi-directif et l'observation *in situ*, les démarches ethnographiques de terrain et toutes les méthodes permettant de confronter les paroles des interviewés avec d'autres informations. Les citations

objective et subjective du sens, notamment théorisée par M. Weber (1922a). La première correspond à la cohérence logique, qui constitue la dimension normative de la signification. La seconde renvoie au sens visé.

Dans l'examen des normes convoquées dans la mise en œuvre de la violence et par des organisations dites terroristes, il s'agit d'analyser l'interprétation des normes et des valeurs engagées dans l'agir individuel et proposées par les acteurs. Cette interprétation participe de la construction du sens subjectif et relève d'une autre logique du sens que l'explication de l'agir, convoquée par les sciences empiriques (Weber, 1922a). Ces dernières cherchent à expliquer ce qui s'est effectivement passé en recourant à des schèmes explicatifs permettant de reconstruire le sens subjectif de l'agir social. L'interprétation du sens des valeurs ressortit, pour sa part, de la logique du sens objectif, dans une perspective de « connaissance de la vérité », *i.e.* du sens véritable des valeurs sur lesquelles reposent les obligations normatives (Weber, 1922b, p. 391). Or l'interprétation des valeurs permet d'éclairer les choix axiologiques des individus.

Se distinguent alors inévitablement la perspective subjective des acteurs de la perspective objective du sociologue ou de l'historien. La première coïncide avec le « sens » que, concrètement, les acteurs associent effectivement ou donnent l'impression de lui associer (voir Weber, 1907, p. 136). La seconde correspond au sens que le processus extérieur « a » d'un point de vue analytique. La référence axiologique, *i.e.* le « sens objectif » comme dimension régulatrice du sens, intervient comme *régulation réflexive* de l'interprétation du sens subjectif (voir Weber, 1922b, p. 160).

Cette dimension idéelle et réflexive permet à Max Weber de distinguer entre rationalité en valeur et rationalité en finalité. Pour comprendre les opérations de mises en sens qu'implique une approche axiologique, il convient de revenir au texte de Weber lui-même, considérant le caractère d'obligation constitutif de la rationalité en valeur :

« nous partons donc du fait empirique qu'il se rencontre effectivement des processus d'une certaine espèce, liés sur le mode de la représentation avec un certain "sens", lequel n'est pas un objet de réflexion clair mais une intention obscure ; nous quittons alors le domaine de l'empirie et demandons : comment le "sens" de l'agir des participants peut-il être construit en pensée [*gedanklich*] de sorte qu'une construction idéelle [*Gedankegebilde*] sans contradiction en résulte ? Nous nous adonnons ainsi à une "dogmatique" du "sens". D'un autre côté, nous pouvons nous demander : le "sens" que nous attribuons dogmatiquement à un processus de ce type était-il aussi celui que les acteurs empiriques de ce processus y ont mis consciemment ? ou alors quel autre "sens" chacun d'entre eux y a-t-il mis ? ou enfin : y ont-ils mis de façon générale quelque "sens" conscient ? Nous avons alors d'abord à distinguer deux "sens" du concept même de 'sens' – maintenant dans la signification empirique à laquelle seule nous avons désormais affaire. Dans notre exemple, cela peut signifier d'une part que les acteurs voulaient consciemment assumer une norme les "obligeant", qu'ils étaient de l'avis (subjectif) que leur agir comme tel possédait un caractère les obligeant : une "maxime normative" s'instituait ainsi en leur sein ; ou alors, cela doit signifier seulement que chacun d'eux visait avec l'échange un "résultat" déterminé, pour lequel son agir, sur la base de son "expérience", apparaissait comme le "moyen", que l'échange avait une "finalité" (subjectivement) consciente » (Weber, 1907, p. 133 sqq. ; traduction

d'entretien ne sont alors pas mentionnées pour laisser croire qu'on accèderait à la vérité mais pour donner à voir ce que peut être une prise de position depuis une position sociale particulière (voir Laurens, 2007, p. 123) aussi bien que pour offrir un outil à la critique des pairs, via un accès direct aux matériaux récoltés.

modifiée)¹⁴.

Ainsi la rationalité en finalité est convoquée pour parvenir à une compréhension des « bonnes raisons » (Boudon, 1995) supposant que les acteurs font correspondre les moyens et les fins. Dès lors, il est pertinent d'établir les intentions des actions, de pénétrer dans le domaine des besoins, des valeurs, des normes et des opinions. L'« explication rationnelle » vise ainsi à répondre à la question de l'opportunité et de la cohérence de l'action *pour l'acteur*.

Toutefois la reconstruction biographique *a posteriori* doit tenir compte de ce qu'une partie des personnes qui ont mis en œuvre une violence politique illégale peuvent être des « repentis de la violence ». Si certaines estiment aujourd'hui encore que la prise des armes était légitime et juste, dans le contexte dans lequel elle s'est produite à l'époque, d'autres l'envisagent actuellement comme une erreur, au vu des évolutions historiques qui ont suivi les transformations des groupes dans lesquels elles étaient impliquées ou des conséquences qu'a eu l'usage des armes. Le récit biographique *a posteriori* n'est cependant pas dénué de valeur dans la mesure où l'entrée dans la lutte armée n'a concerné qu'une minorité de militant.e.s. L'adhésion à une idéologie dite radicale n'induit pas pour tous ceux qui l'endossent l'usage de moyens « radicaux », *i.e.* violents. Ces difficultés sont également celles auxquelles l'historiographie se voit confrontée, qu'il soit question de la mise en forme des témoignages publiés ou recueillis *a posteriori*¹⁵, affectés la plupart du temps par la volonté de justifier un parcours personnel et collectif (Bourdieu, 1986, p. 69-72) marqué par l'acceptation de la violence, et susceptible de conduire à des distorsions significatives (Sommier, 1998)¹⁶.

Analyser la violence politique

Quels outils sociologiques pour analyser la violence politique ?

L'analyse de la violence politique illégale s'inscrit dans un espace théorique complexe. Celui-ci inclut à la fois le champ du conflit et de la crise, la prise en compte du sujet – fonctionnant hors système et en marge des normes dominantes – et celle de conduites, souvent interprétées en termes de déstructuration ou de dérives menant, dans certains cas, au chaos et à la barbarie (voir Wieviorka, 1998). De ce point de vue une analyse, fondée sur des entretiens biographiques, s'avère riche et susceptible de renouveler les approches courantes de la violence politique, de ses acteurs et des processus qui y conduisent.

Face à l'action politique violente et, plus largement au terrorisme, de multiples approches ont été proposées. Certaines se sont mises en quête des motivations psychologiques profondes, d'autres, aux antipodes, ont convoqué les théories du choix rationnel pour comprendre l'usage de la violence politique. L'approche de sociologie interactionniste permet de faire un pas de côté eu égard aux représentations courantes qui vou-

¹⁴ En l'occurrence, le paradigme du sens subjectif de l'obligation ou de la rationalité en valeur est fourni par l'impératif catégorique kantien. « On ne peut comprendre d'une façon adéquate le sens de l'action si l'on ne comprend pas déjà le sens de l'acte qui a préalablement consisté à poser un but et de celui qui a consisté à évaluer la situation » (Apel, 1979, p. 105). Par conséquent, la compréhension des raisons de l'action ne saurait être réduite à une simple explication causale, dont le schéma action-réaction(répression)-action offrirait une illustration.

¹⁵ Sur les conflits liés spécifiquement aux autobiographies en Italie, voir Betta, 2009.

¹⁶ Isabelle Sommier estime que le recours à la violence comme outil politique était banalisé, dans les années 1970-80 en Italie, mais se trouve rejeté, voire refoulé par d'anciens militants intégralement revenus sur leurs engagements passés. Réciproquement la restriction de l'objet de recherche aux événements définis après coup par l'historiographie comme majeurs peut conduire à interpréter faussement les processus par lesquels l'activité protestataire se développe (voir Tilly *et al.*, 1975).

draient que l'individu « tombe » dans la radicalité ou le terrorisme (voir xxx, 2017b, 2018). Cette approche sociologique invite à considérer l'engagement radical, extrême ou violent comme un mouvement dynamique, le fruit d'une « carrière morale » (Goffman, 1961), c'est-à-dire comme résultant d'une série de transformations à la fois objectives et subjectives progressant par étapes successives. Elle récuse le déterminisme causal et social. Le recours à un matériau empirique autorise un déplacement du regard vers les motivations des acteurs et leur interprétation, dans une logique volontairement compréhensive (voir Rogers, 1962, 2001). Ce regard se détourne d'« une vision qui stigmatise leur comportement et le réduit à une pathologie, laissant libre cours au lexique de l'exclusion, de la dénonciation ou de la dramatisation et à des commentaires oscillant entre l'angoisse, l'indignation et l'instrumentalisation politique » (Collovald et Gaïti, 2006, p. 22).

L'analyse de sciences sociales permet d'aborder la violence politique en référence aux motivations, points de vue et expériences des diverses parties impliquées. La sociologie des mouvements sociaux est alors précieuse pour autant qu'elle autorise une analyse croisée et multi-niveaux¹⁷. Ces plans d'analyse se spécifient en niveaux macro-contextuels, organisationnels intermédiaires et micro-individuels (voir Della Porta, 2010, p. 288). Dans notre champ d'étude, ils peuvent se déterminer, au plan macro-analytique à partir de la question de la répression et de celle des rapports que les groupes entretiennent avec le sujet révolutionnaire de référence, et au niveau méso-analytique dans l'étude des organisations de mouvement social et de leurs interrelations (voir Sommier, 2008, p. 59). Au niveau macro-analytique, on peut envisager la structure des opportunités politiques qui influe sur les choix stratégiques des acteurs collectifs ; au niveau méso-analytique, les dynamiques internes des différentes organisations de mouvements sociaux ; au niveau micro-analytique, les motivations des acteurs et les processus par lesquels ils attribuent du sens aux événements (Rapin, 2008, p. 196). En combinant ces niveaux d'analyse, plusieurs écueils sont évités tels une interprétation principalement volontariste de la violence illégale comme un choix stratégique exclusivement porté par des groupes et des organisations, comme en proposent parfois des études se bornant au niveau méso-analytique, ou encore des lectures purement psychologiques des phénomènes politiques ainsi qu'en présentent les analyses microsociales de ce type de violence politique¹⁸.

L'échelon microsociologique que permet de privilégier l'exploitation de données primaires a souvent été réduit, dans des travaux antérieurs, à l'examen des effets cognitifs et affectifs du fonctionnement en petits groupes. La connaissance des facteurs individuels du recours à la violence politique reste lacunaire en dehors du cas italien et, partiellement, du cas allemand pour l'extrême gauche, l'extrême droite partisane (Klandermans et Mayer, 2006) ou violente (Bjørge, 1997 ; Fangen, 1998), de l'IRA (Bosi, 2012) ou concernant les processus de désengagement (Horgan, 2009)¹⁹. Pourtant, la dimension microsociologique est éclairante pour envisager, en phase initiale, la formation de dispositions à la violence politique et, en phase ultime, les formes de désengagement (voir Sommier, 2008, p. 60 ; Horgan, 2009 ; Fillieule, 2010). L'approche multi-niveaux prévient d'une individualisation excessive et contribue à replacer la violence politique dans la tradition des mouvements sociaux. Cette mise en perspective est d'autant plus pertinente que le passage à la violence n'est presque jamais le fait d'un seul groupe d'acteurs : il résulte de processus dits « d'engrenage » comme la situation du pays basque dans les années 1980 le montre autour des actions violentes illégales des groupes d'extrême droite, d'extrême gauche et d'ETA.

¹⁷ Sur la sociologie des mouvements sociaux, voir Zwerman, 1992 ; Ruggiero, 2005 ; Della Porta, 2010.

¹⁸ Un modèle d'analyse multi-niveaux a été déployé par D. Della Porta qui, dans ses travaux les plus récents, a conjugué les perspectives contextuelles, organisationnelles et interpersonnelles, c'est-à-dire les conditions environnementales, les dynamiques de groupes et les motivations individuelles (Della Porta, 2013, p. 21).

¹⁹ L'approche microsociologique a également été mise en œuvre dans l'étude des mouvements sociaux non violents (voir Klandermans et van Stralen, 2015).

Or jusqu'à présent une faible attention a été portée aux principaux protagonistes de la violence politique. Les ressorts de leur engagement, leurs calculs, leurs objectifs, tout de même que les effets de leur localisation sociale sont restés dans l'ombre. Marc Sageman (2004) a toutefois tenté de produire un travail systématique sur les origines sociales des « terroristes » islamistes. Pourtant ces aspects sont cruciaux pour comprendre la dynamique de la violence politique. La prééminence conférée à la théorie de la structure des opportunités politiques a conduit à délaissier le rôle des facteurs idéologiques et culturels, des enjeux et des représentations du monde qui inspirent l'action des acteurs (Mathieu, 2004, p. 573)²⁰. Cependant les dynamiques sociales sont aussi le produit de l'action interdépendante d'humains socialement et historiquement situés, pris dans des logiques spécifiques, poursuivant leurs intérêts et inspirés par des visions localisées de ce monde qu'ils s'attachent à changer. L'approche de sociologie de l'éthique, sur laquelle nous reviendrons et qui illustre une forme d'analyse axiologique, permet précisément de prendre une distance à l'égard de contenus idéologiques bien connus et de saisir les normes et valeurs, l'expression d'un sens de la justice qui, par certains aspects, sont également partagés par le plus grand nombre, au sein des démocraties libérales occidentales. Elle réduit l'étrangeté des auteurs des actes incriminés et contribue, en particulier, à mettre en évidence pourquoi il est rationnel pour ces acteurs, à partir de leurs perceptions des situations, d'agir ainsi qu'ils l'ont fait. Elle permet de rendre compréhensible, *de l'intérieur*, des actions déterminées, en s'intéressant aux raisons d'agir.

Ainsi la double lecture microsociologique et axiologique permet de se tenir à distance d'une approche hyper-subjectiviste conduisant à une individualisation excessive de la violence à tendance psychologisante pour laquelle la responsabilité est pensée et identifiée comme incombant en premier lieu à l'individu (voir Felices-Luna, 2008, p. 163 ; xxx, 2016c). Cette individualisation tend à peindre les acteurs impliqués dans la lutte armée comme des « terroristes » fanatiques et non pas comme des personnes qui luttent contre un ordre social injuste ou appréhendé par elles comme injuste. Si le choix de cette approche a des enjeux publics, politiques et médiatiques, il ne doit pas orienter systématiquement la méthodologie scientifique. Les modèles psychopathologiques d'interprétation de la violence politique visent surtout à disqualifier les terroristes et à évacuer la prise en compte de la composante politique du phénomène de la violence extrémiste (Rasch, 1979, p. 79-80)²¹.

À l'inverse, la sociologie des mouvements sociaux permet d'aborder la violence politique à partir d'une lecture du comportement collectif qui, aux antipodes des théories de la contagion, en font un comportement, non pas inscrit dans la nature humaine, mais répondant à des *stimuli* extérieurs tels que l'indignation et l'apprentissage (voir Graham et Gurr, 1969 ; Sommier, 2012, p. 17). Elle délaisse une vision pathologique du phénomène, au profit d'une approche historicisant et « normalisant » l'objet « violence », pour le considérer comme un « sous-produit de l'action collective ». Dès lors, l'engagement radical, extrême ou violent se trouve placé et pensé dans la continuité de toute autre forme d'engagement (voir McAdam, 1986 ; xxx, 2017c). Une telle approche fait écho à celle de J. Tilly (1969), récusant la vision pathologique du recours à la violence politique illégale. Plus généralement, la littérature sociologique a jusqu'à présent souligné la prééminence de deux répertoires de légitimation de la violence politique – l'un normatif, l'autre instrumental (voir Sommier, 2008) –, le premier étant précieux pour comprendre les normes et principes guidant l'usage effectif de cette violence.

²⁰ De même, l'attention aux normes a progressivement émergé dans la sociologie des organisations qui a évolué, au fil du temps, d'une étude des systèmes fermés puis des systèmes ouverts pour enfin adopter une démarche néo-institutionnaliste (voir Della Porta, 2013, p. 149).

²¹ Bien que l'existence de psychopathologies soient avérées au sein des organisations illégales, elles ne sont pas plus présentes qu'en population générale et semblent être plus fréquentes parmi les militants se situant sur leurs marges plutôt que parmi ceux qui sont les plus actifs (Silke, 2003). Ceci s'explique par le recrutement très sélectif qu'impose cet activisme politique, dans la mesure où les individus présentant des psychopathologies apparentes ne sont pas admis dans les groupes clandestins du fait du risque potentiel qu'ils sont susceptibles de poser pour la sécurité et la réputation du groupe (voir Ricolfi, 2005, p. 107).

Afin de saisir les répertoires axiologiques des organisations clandestines, leur répertoire axiologique et l'éthique de la violence qu'elles convoquent, la théorie du « cadrage » (*frame analysis*) (voir Goffman, 1974 ; Benford et Snow, 2000, 2012) est précieuse. Elle dévoile le « vocabulaire des motifs » utilisés par les acteurs de ces organisations. Les « cadres » constituent des « schèmes d'interprétation » à partir desquels les individus « localisent, perçoivent, identifient et étiquettent » (Goffman, 1974, p. 21) des situations de la vie ordinaire et, plus généralement, des situations auxquelles ils sont confrontés, qu'il s'agisse de situations de domination, d'exploitation, d'oppression, de guerre ou de violence. Les cadres confèrent un sens à des événements et à des situations. Ils organisent l'expérience et orientent l'action. La théorie du « cadrage » permet d'appréhender les discours producteurs de sens et de légitimation, issus de groupes et d'acteurs, ayant recours à la violence politique, pour des raisons idéologiques²². Cette théorie permet de saisir la fonction des idées, des significations et des principes dans la constitution, la mobilisation et l'évolution de ces collectifs.

Les principes qui motivent et régulent l'usage de la violence politique participent, dans les organisations ou les mouvements clandestins de gauche non réformistes comme de droite, laïques ou religieux, à la constitution des cadres de l'action collective. Ces cadres normatifs orientent l'action et sont investis d'une fonction motivationnelle (voir Benford et Snow, 1988). La référence à ces cadres conceptuels et axiologiques autorise une construction de sens, contribuant à produire et à définir la signification des idées et des valeurs utilisées pour mobiliser ou contre-mobiliser (voir Benford *et al.*, 2012, p. 223), aux antipodes d'approches psychologisantes (voir Berkowitz, 1989, 1993 ; Friedland, 1992 ; Lia et Skjølberg, 2005, p. 10) ou fondées sur l'identification de frustrations relatives (Gurr, 1970). Nous distinguons l'idéologie, d'une part, des cadres de l'action collective, d'autre part, pour autant que la première coïncide avec un ensemble cohérent et relativement durable de croyances, pesant sur les orientations politiques d'un individu ainsi que sur les dispositions qu'il déploie dans la vie quotidienne (voir Thompson, 1964). Les cadres de l'action collective, pour leur part, amplifient ou prolongent les motifs idéologiques existants ou contribuent à les contrecarrer. L'idéologie intervient alors soit comme une contrainte soit comme une ressource dans les processus de cadrage de l'action collective. Dès lors, les cadres de l'action collective consistent en des ensembles de croyances et de significations, *orientés vers l'action*, et ayant une fonction de matrice et de légitimation des activités menées par les organisations sociales qu'elles soient légales ou clandestines (voir Snow et Benford, 2000).

L'identification des cadres de l'action collective permet d'aborder, d'une façon qui ne soit pas simplement descriptive et statique, les contenus signifiants (croyances, valeurs, motifs idéologiques) et de les intégrer à une logique analytique et dynamique. Elle suppose principalement de considérer les acteurs des mouvements sociaux comme des agents signifiants, activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens, pour eux-mêmes et auprès des autres membres des organisations, de leurs adversaires, ainsi qu'auprès de leurs auditoires ou des observateurs (voir Benford et Snow, 1988)²³. Ils prennent un autre visage que celui de fanatiques, de déséquilibrés ou d'individus ayant « dérivé ». Dès lors le passage par la violence, fondé sur des motifs politiques et des revendications, ne se réduit pas à un « dysfonctionnement » ou à une « subjectivité pathologique » réservée à des fanatiques, à des individus manipulés ou frustrés²⁴.

²² [La théorie du cadrage a été appliquée, en particulier dans la littérature anglo-saxonne, aux mouvements sociaux et à l'action collective n'ayant pas recours à des actions violentes.]

²³ « L'individu est le seul être capable de donner un "sens", une signification à ses comportements, qui deviennent alors des actions, plus ou moins rationnelles selon qu'elles sont définies par l'affectif, la tradition, la rationalité par rapport à des valeurs, ou par rapport à une fin nécessitant de déployer des moyens adaptés. La tâche première de la sociologie est donc de comprendre ce sens, cette signification que l'homme peut donner à ses comportements. » (Delmotte, 2003, p. 43)

²⁴ Pas plus qu'à une « pulsion de mort » (L'Heuillet, 2009) : « les terroristes fanatiques ou embrigadés, mettent leur mort au service de la mort parce qu'ils sont convaincus, au moins le temps de leur recrutement, par la négation nihiliste, qui ne promet rien d'autre que de prendre part à la destruction d'un monde haï » (L'Heuillet, 2009, p. 320).

Incontestablement, dans un contexte où la violence armée se développe au cœur des démocraties libérales, la tentation est forte de l'identifier à un phénomène de déviance sociale (Merton, 1971), relevant de personnalités pathologiques. Pourtant le passage par la violence ne répond pas nécessairement à des déterminismes sociologiques ou psychologiques (xxx, 2016b)²⁵, mais s'inscrit dans des configurations sociales, historiques et politiques qu'il faut étudier dans leur singularité, en faisant varier les niveaux d'analyse. Considérer les individus ayant recours à la violence politique comme producteurs de significations permet de les envisager comme des acteurs politiques, bien que la violence soit souvent appréhendée comme une déviance, alors même que des formes de violence modérées sont, dans les démocraties libérales, jugées banales et acceptées. Ces usages, qu'il s'agisse d'occupations illégales de la voie publique, de barrages routiers, de déprédations bénignes, d'actions spectaculaires de destruction matérielle (explosions, incendies), voire de séquestrations, constituent une manière de « faire de la politique d'une autre façon »²⁶ et sont inscrites *de facto* dans le jeu institutionnel commun.

Les acteurs assumant cette « autre façon » de faire de la politique n'apparaissent alors pas seulement comme des sujets politiques mais également comme des sujets moraux. L'analyse des interprétations, proposées par les protagonistes, de leur propre parcours s'appuie avec profit sur le concept interactionniste de « carrière » (Hughes, 1996). Ce concept est issu de la sociologie interactionniste et a été développé par Everett Hughes (1958), Anselm Strauss (1959) et Howard Becker (1960, 1963). Il possède une valeur heuristique pour analyser les engagements militants dans une perspective multi-niveau. Les analyses de carrière d'inspiration interactionniste appréhendent ces engagements, non plus à partir de la question du « pourquoi » mais à partir de la question du « comment », abandonnant ainsi la recherche de causes générales, pour procéder à une analyse processuelle, visant à suivre la « radicalisation pas à pas » (Collovald et Gaïti, 2006, p. 32), selon le modèle séquentiel de Becker (1963, p. 46). De la sorte, la logique *déterministe* est mise entre parenthèses, au profit d'une attention aux interactions, présidant à l'adoption et à la stabilisation de l'engagement (voir Becker, 1960 ; Fillieule, 2001a, 2001b). Or ces interactions sont partiellement saisissables dans les discours des personnes rencontrées, à travers leurs descriptions des prémisses de leur engagement et de leur expérience de la répression concernant l'extrême gauche et les mouvements de libération nationale.

La notion de « carrière » permet en outre de saisir les scansion objectives du parcours militant ainsi que leurs mises en sens subjectives (Fillieule, 2001b). Elle offre un modèle séquentiel d'analyse de l'engagement, permettant de rendre compte des significations et des choix opérés par les agents, à la lumière des dispositions acquises, au cours de phases antérieures de leur militantisme (voir Agrikoliansky, 2001). Dès lors, il s'avère possible d'envisager les phénomènes dits de radicalisation comme coïncidant avec et reflétant un processus. Ces phénomènes sont interprétables en termes de « carrière morale » (Goffman, 1961), c'est-à-dire comme la conséquence *imprévue* d'une série de transformations objectives et subjectives progressant par étapes successives, dont la dernière n'était pas forcément contenue ni annoncée par la première (voir Collovald et Gaïti, 2006, p. 22)²⁷. L'ensemble de ces outils des sciences sociales et de la sociologie contribue à évacuer l'« exceptionnalisme méthodologique » dans l'étude de la violence politique » illégale (Bonelli, 2011, p. 12) et plaide donc pour un recours aux outils ordinaires des sciences sociales dans l'appréhension de cet objet.

Afin d'explorer l'aspect « moral » des carrières en radicalité, la théorie du cadrage (Benford et Snow, 2000) contribue à esquisser les cadres d'interprétation de l'environnement des acteurs et à souligner les représentations cognitives et émotionnelles du passage à l'acte. L'interprétation de l'environnement social et politique

²⁵ Quoique le discours politique tende à privilégier le paradigme du déterminisme social.

²⁶ Voir Braud (1993) et xxx (2017d) mais aussi Sorel (1908), Merleau-Ponty (1947), Fanon (1961), Simone de Beauvoir (1947) pour qui la violence a une place importante en politique.

²⁷ On peut également traiter de la dimension affective et émotionnelle de ces transformations subjectives (voir xxx, 2017b).

s'opère spontanément dans toute démarche cognitive d'orientation au sein de la réalité sociale. Les individus convoquent, pour s'orienter dans la complexité du monde, agir et juger, des schémas cognitifs, des heuristiques du jugement et des modèles interprétatifs des états du monde auxquels ils sont confrontés (voir xxx, 2014). Néanmoins le « cadre cognitif de crise » (Oberschall, 2000) se distingue d'un cadre cognitif normal de perception de l'autre. Il est sous-jacent à un engagement politique s'actualisant dans des actions violentes et repose sur des « croyances fortes ». Si celles-ci n'expliquent pas à elles *seules* l'engagement, la croyance forte constitue néanmoins une caisse de résonance, un élément explicatif de l'engagement.

Ainsi l'étude des représentations et des répertoires axiologiques²⁸, à partir de sources primaires, c'est-à-dire émanant des acteurs eux-mêmes – plutôt que de la presse, de sources judiciaires ou policières – autorise une lecture critique de la thèse faisant de la violence politique le fruit de la frustration relative, entendue comme le résultat d'un état de tension entre des satisfactions attendues et des satisfactions refusées ou encore comme un écart négatif entre ce que des individus se considèrent en droit d'attendre et ce qu'ils reçoivent effectivement (voir Corcuff, 2009).

POUR UNE SOCIOLOGIE DE L'ETHIQUE DE LA VIOLENCE

Les discours des acteurs de la lutte armée, tout en conjuguant utopie et idéologie, suggèrent une impérieuse nécessité d'agir face à – ce qui est identifié par eux comme de – l'oppression, de la violence systémique, de l'injustice et de la domination sociale. Plutôt que de privilégier une lecture instrumentale, téléologique, organisationnelle de la violence politique illégale ou fondée sur la sociologie de la déviance, il est possible du fait de ces discours, de développer une lecture axiologique et une sociologie de l'éthique d'acteurs politiques dits extrémistes ou de mouvements de libération nationale, qualifiés de violents. Si les formes d'action mises en œuvre par ces groupes laissent parfois perplexes, les personnes qui les ont assumées s'interrogent plutôt sur la possibilité de ne pas s'engager (xxx, 2018a). De leur point de vue, la question pertinente est renversée et devient : « comment est-il possible de ne pas s'engager ? », signifiant ainsi la centralité et le caractère apparemment inéluctable, incontournable de l'engagement dans l'action, tout comme l'impossibilité de reculer devant sa nécessité. Or l'impératif du passage à l'action illégale s'exprime dans de nombreux cas sous la modalité catégorique – au sens kantien – du devoir moral.

Le militantisme moral, au sein d'organisations non armées, a fait l'objet d'études sociologiques (McCarthy et Zald, 1977 ; Mendras, 1980) qui distinguent, au sein des membres actifs des mouvements sociaux, ceux qui tirent un profit direct de la satisfaction escomptée des revendications et les membres par conscience, mettant leur savoir-faire militant et leurs ressources personnelles au service d'une cause qui ne les concerne pas directement (voir Neveu, 1996). Le « militantisme moral » ou « militantisme par conscience » désigne l'engagement dans des luttes politiques sectorielles de la part d'individus qui ne sont pas directement concernés par ces causes. Tel est précisément le cas des militants antifascistes, de ceux impliqués dans la défense de prisonniers politiques liés à leur cause et, plus généralement, de toutes les luttes revendicatives dont ils ne sont pas les bénéficiaires directs, telles les luttes anti-impérialistes ou révolutionnaires. La référence aux normes et aux principes joue alors un rôle central (voir Della Porta, 2013, p. 172-173).

Une sociologie de l'éthique de la violence, fondée sur l'analyse des parcours et des raisons avancées par les acteurs, suppose de distinguer les motivations et les croyances des acteurs (voir Elster, 2005, p. 238). Des motivations principalement « altruistes » peuvent sous-tendre des actions mettant en danger la vie de ceux qui les mènent (voir Blom, 2011, p. 871) et les conduire à prendre des risques. On doutera alors que le choix de l'engagement renvoie à la volonté calculatrice de satisfaire un intérêt quoiqu'il puisse, en revanche, s'ancrer

²⁸ Au-delà des seules « justifications de la violence ».

dans une nécessité identitaire. L'identité individuelle, la définition de soi procèdent d'un travail de construction et de mise en scène, dans lesquels la référence à des principes éthiques ou à une forme de morale peuvent se transformer en revendications désirables et en dimensions pertinentes de l'identité personnelle, telle qu'elle est déclinée au cours d'un entretien. Nous verrons ainsi que les raisons d'agir peuvent être présentées, dans certains cas, sous l'angle de l'altruisme, du refus de l'injustice, du dévouement pour des valeurs supérieures à celles des sociétés marchandes et capitalistes. Chez d'autres, on identifiera une dimension de désirabilité ou d'imposition sociale eu égard aux attentes qui peuvent implicitement émaner d'un groupe de pairs. La lecture axiologique contribue à relativiser voire à récuser l'interprétation utilitariste de l'action, à partir des profits, réels ou symboliques, retirés de l'action.

Ainsi l'exploration des raisons de l'engagement et des principes qui y sont convoqués offre l'occasion d'une incursion dans une sociologie empirique des phénomènes éthiques et politiques, pour autant qu'« une étude empirique des éthiques contemporaines et de leurs pratiques reste [...] presque entièrement à penser » (Turina, 2010, p. 164). Une sociologie de l'éthique consisterait donc dans l'étude *empirique* des manières collectives ou individuelles d'incorporer certains principes dans la conduite quotidienne et les actions des acteurs. Or « les contenus éthiques de la protestation restent presque absents du discours des sciences sociales » (Turina, 2010, p. 164). La philosophie morale s'y est intéressée mais sans s'appuyer sur l'analyse empirique des trajectoires des acteurs ni de leurs discours²⁹. Or les entretiens approfondis avec des acteurs de la violence politique illégale pallient à cette lacune. Ce type d'engagement coïncide avec des choix de vie (voir xxx, 2017b). Leur étude participe pleinement d'une sociologie de l'éthique (voir Turina, 2010, p. 167), aussi contestable le terme puisse-t-il paraître concernant des acteurs n'ayant pas reculé devant la violence politique. Cette sociologie permet de qualifier les actions comme morales ou éthiques à partir de leurs manifestations sociales, en termes soit d'intentions visées, soit de phénomènes produits observables. Les engagements étudiés se portent en effet au-delà de l'affirmation d'opinions ou de leur simple défense, dans la mesure où l'adhésion à ces conceptions entraîne des actions concrètes ainsi qu'une prise de risque majeure.

Du point de vue sociologique, des principes ou des actions qui permettent de renforcer l'ordre moral, la conformité des mœurs et la cohésion d'un groupe se distinguent spécifiquement de règles de conduite qui prétendent pouvoir, sur le long terme, induire des changements sociopolitiques, ces règles se trouvant intégrées à des choix de vie par une minorité opposée à des habitudes majoritaires et luttant pour l'émancipation. Ce sont notamment ces règles de conduite qu'il est possible de mettre en évidence s'agissant de groupes armés. Une partie non négligeable de la dialectique entre majorités et minorités, entre individus et institutions ainsi qu'à l'intérieur de chaque groupe passe par des défis éthiques et politiques portés contre des normes morales.

Le recours à la violence politique illégale n'est pas exclusif de conduites de vie et d'un agir politique qui se veulent *cohérents* et qui se donnent pour objectif de modifier l'ordre social par le biais de l'engagement personnel et de la lutte organisée. Ces éthiques minoritaires, fondées sur des revendications d'émancipation ou de libération nationale et sociale, visent à terme à s'institutionnaliser comme normes morales dominantes. Si l'histoire des organisations, leurs faits et gestes, les modalités de leur fonctionnement interne ainsi que certains de leurs acteurs ont fait l'objet d'une attention historique, la sociologie s'est détournée des éthiques de la violence politique portées par ces groupes clandestins, l'usage de la violence étant d'emblée renvoyé à la sphère de l'interdit et de l'immoral, en raison notamment de son caractère illégal et de son rejet social contemporain. Pourtant le recours à des entretiens semi-directifs offrent un matériau de premier plan autorisant une démarche sociologique, prenant en considération la dimension éthique d'actions réputées illégales et leur appliquant les méthodes empiriques qualitatives classiques.

²⁹ Une approche normative du terrorisme voudrait être esquissée par Scheffler (2006) mais à un niveau de généralité qui se tient à distance des représentations et des discours des acteurs.

Analyser, comprendre ou faire l'apologie ?

Aborder sous un angle axiologique la parole d'acteurs politiques violents revient à s'exposer à des accusations de complaisance voire de fascination pour le terrorisme et ses acteurs. Elles ont par exemple pris pour objet des approches textuelles ou audiovisuelles, telles l'ouvrage d'Anne Steiner et Loïc Debray (2006) sur la RAF ou le documentaire réalisé par Mosco Levi Boucault, *Ils étaient les Brigades Rouges*, proposé à l'écran en 2011. L'Association des Victimes du Terrorisme en Italie (AIVITER) lui reprochât d'avoir mis en scène le « terrorisme » uniquement à partir du discours de ceux qui y ont participé, sans faire de place à une confrontation critique, à la contextualisation, conduisant ainsi apparemment à la légitimation des méthodes de lutte adoptées³⁰. Aborder ou représenter sans filtre une expérience, y compris lorsque celle-ci a été politiquement et judiciairement condamnée, demeure perçu par une partie de l'opinion publique comme une provocation. Pourtant, vouloir *expliquer* ne consiste pas nécessairement à *justifier*³¹. Il convient toutefois de garder à l'esprit que le contexte et le processus de production du savoir, incluant la façon dont les universités sont des institutions socialement situées, ainsi que les relations entre celles-ci et l'État, ont des incidences sur la production de la connaissance et les usages qui en sont ultimement faits.

Le fait même de refuser d'utiliser le terme de « terrorisme » a été considéré par AIVITER comme un procédé de justification, un geste de complaisance. En ce qui concerne l'emploi de ce terme nous renvoyons à l'ample littérature produite sur le sujet, laquelle souligne son potentiel polémique et politique (Tilly, 2004, p. 5 *et sqq.* ; Rapin, 2008 ; Sommier, 2008, p. 16-17). De façon générale, on peine à aborder la question du terrorisme et plus encore de la parole des dits terroristes, sans qu'il soit imputé à celui qui s'y risque une responsabilité morale qui imposerait le silence, un devoir de réserve, parfois motivé au nom des victimes et de leur famille (voir Rechtman et Cesoni, 2007 ; Persichetti, 2013). Il s'avère difficile d'envisager la question du terrorisme dans une optique qui ne soit pas exclusivement celle de la condamnation sans se voir accuser de développer une argumentation *pro domo*, voire de nourrir des formes d'apologie. Cette thématique laisse une marge très étroite face aux récits et aux discours hégémoniques. Hautement émotionnelle, elle empêche une lecture aussi neutre que possible, voire compréhensive – au sens sociologique du terme – du phénomène, tant le débat est polarisé.

³⁰ « Les nombreux articles et livres en faveur de meurtriers ou d'idéologues radicaux discréditant de manière systématique la démocratie et les institutions italiennes, la volonté de ne pas qualifier de terroristes des groupes armés comme les Brigades rouges, tous ces éléments soutenus par une partie de la classe politique française et par une certaine presse ont inévitablement suscité l'incompréhension, voire la colère, en Italie ».

(<http://www.scribd.com/doc/77113474/Lettre-de-victimes-du-terrorisme-en-Italie-adressee-a-Arte-Tv> ; nous soulignons. Dans le cas italien, le film *La Prima Linea*, inspiré de l'expérience autobiographique d'une de ses figures de proue Sergio Segio, a également suscité une polémique (voir De Sabbata, 2016).

³¹ Bien que l'« on a[ît] longtemps cru expliquer les engagements à mort de terroristes dans les attentats par la folie, un narcissisme fragile, un abandon parental précoce, l'absence d'éducation ou le rôle de l'influence sociale » (Bacqué, 2006, p. 69). S'il revient à l'historien et partiellement au sociologue de proposer, autant que faire se peut, une explication exhaustive des événements considérés, cette exhaustivité n'est possible que comme résultat d'un travail pluridisciplinaire. Historiquement et conformément à la dichotomie traditionnelle léguée par W. Dilthey « expliquer » désigne la démarche de l'esprit à l'œuvre dans les sciences de la nature, laquelle consiste à relier entre eux des phénomènes par des lois causales mathématiquement exprimables. En revanche, la « compréhension » renvoie à la démarche des sciences de l'esprit, c'est-à-dire d'abord de l'histoire, mais aussi de la psychologie, de la sociologie ou de l'économie, se consacrant à reconstruire un sens à partir de la parole du sujet que l'on veut comprendre et du processus de décision qu'il met en œuvre dans ses décisions économiques ou des traces d'une culture que l'histoire a léguées.

Pourtant, il n'y a pas lieu de considérer que l'on ne puisse appliquer à ce champ d'étude une méthodologie de sociologie qualitative éprouvée³². Des travaux de journalisme et de sciences sociales ont été produits sur le terrorisme (Thompson, 2014, 2016) mais il est rare qu'une démarche de sociologie qualitative ait pu être mise en œuvre. Le recours à cette dernière suppose de faire du « terrorisme » un objet d'étude comme les autres, sans aborder ce dernier à partir des actes posés pour remonter vers les discours, sans d'abord juger leur crédibilité pour ensuite les analyser. C'est sur l'étude de tels objets que l'épreuve de la neutralité axiologique se fait la plus délicate. L'analyse doit alors se donner pour ambition d'affirmer quelque chose de ces représentations (par exemple leur cohérence, leurs articulations et ancrages normatifs, leurs présupposés idéologiques, leurs références idéelles au sens wébérien) sans prétendre statuer, d'une part, sur la coïncidence entre le discours et l'agir – lorsqu'il est question de conduites morales par exemple³³ – et en se gardant, d'autre part, de formuler un jugement moral ou axiologique sur les propos recueillis, ce que l'on s'interdit de faire concernant n'importe quel autre recueil de données, dans le cadre d'une enquête de sociologie qualitative classique. Il s'agit alors de montrer que les propos tenus importent et font sens.

Nous récusons que le terrorisme, la violence politique ou les processus de radicalisation appellent une méthodologie spécifique et constituent des objets sociologiques à part, qui ne pourraient être abordés avec les outils de la sociologie classique (voir Bonelli, 2011, p. 10-12). La déontologie élémentaire du sociologue de terrain, s'appuyant sur des enquêtes qualitatives en face-à-face, est, premièrement, de faire crédit à la personne avec laquelle il s'entretient (la présomption de véracité)³⁴ et, deuxièmement, de lui accorder une présomption de bonne foi, c'est-à-dire de ne pas systématiquement douter ou mettre en question chacune des propositions formulées par l'individu interrogé, au nom par exemple de la mauvaise foi, de la dissimulation ou du mensonge. Ces principes n'excluent pas certains biais induits par l'enquête de terrain et son analyse, tenant par exemple au fait que l'on n'aborde jamais une population « représentative » du groupe étudié par l'enquête qualitative. De même et dans la mesure où le discours collecté, dans le cadre de ce type d'entretien, apparaît particulièrement dépendant de ses conditions de production, du sujet qui l'a prononcé – et de sa subjectivité –, il ne peut être dissocié du contexte de l'énonciation, ni être attesté ou certifié (voir Demazière, 2007, p. 94), en particulier parce qu'il est produit à distance des faits. Pour ces raisons, son statut épistémologique peut être interrogé et se trouve susceptible de définitions très variables, au même titre que les rapports du discours avec la réalité qui fait l'objet de ce discours. La question : « peut-on se fier à ces discours ? » se pose quel que soit l'objet d'étude pris par la sociologie qualitative.

Dès lors la trame de l'analyse proposée ne sera pas tant l'élucidation de la véracité des propos recueillis, qui se loge dans le rapport entre ce qui est raconté et ce qui s'est passé effectivement, mais le nœud sociologiquement pertinent résidera plutôt dans une épreuve de cohérence (voir Heinich, 2006, p. 26). On ne considère alors ni que tout ce qui est dit est objectivement exact ni que le récit s'épuise dans une reconstruction subjective, de sorte que rien de ce qui est dit ne peut être tenu pour certain. En revanche, il s'agit d'isoler un noyau d'expériences et de pratiques, correspondant aux faits tels qu'ils se sont déroulés, associés à des représentations et interprétations qui accompagnent leur remémoration (Demazière, 2007, p. 94). L'analyse n'a alors pas

³² Rappelons que l'introduction puis la théorisation de la pratique de l'entretien non directif dans les sciences sociales (Michelat, 1975) ont été effectuées dans un mouvement de mise de distance critique des technologies du questionnaire et du sondage, accusées d'imposer une problématique aux enquêtés et, ce faisant, de collecter des discours sans rapport avec les activités pratiques ni même les points de vue des intéressés (voir Demazière, 2007a, p. 90).

³³ Le cas se présente également en population générale, lorsque les individus affirment être favorables à la réduction des inégalités sociales tout en appelant, par ailleurs, de leurs vœux une réduction de leur niveau d'imposition (xxx, 2011). On se trouve ici confronté à une problématique classique de la sociologie qualitative où ce que les enquêtés disent faire ne correspond pas toujours à ce qu'ils font effectivement (voir Becker, 1998 ; Paugam, 2010 ; pour le travail domestique, Kaufmann, 2003).

³⁴ Rappelons les principes théorisés par Max Weber (1917, 1919, 1922b) au titre de prérequis pour l'entretien biographique : neutralité, écoute, bienveillance, dialogue des consciences (voir aussi Beaud, 1996).

pour vocation d'opérer un dévoilement critique des illusions des acteurs – comme Pierre Bourdieu ou Howard Becker s'y sont attelés – mais d'explicitier les logiques sous-jacentes à des conduites et à des représentations. Ce passage d'un « paradigme » explicatif à un « paradigme » compréhensif implique un changement de méthodes, lesquelles autorisent et révèlent à la fois une redéfinition des problématiques (voir Zaccai-Reyners, 2003). Les deux paradigmes ont chacun leur légitimité quoique le paradigme explicatif, emprunté aux sciences de la nature, ait longtemps dominé les études sociologiques. Dans la mesure où les actions sociales sont des activités chargées de sens, l'explication suppose la compréhension. Celle-ci peut être soit rationnelle soit empathique³⁵. Elle suppose, dans une démarche sociologique, de saisir comment, en orientant l'action des individus, certaines règles contribuent à la production de régularités sociales. Privilégier une approche « compréhensive » consiste à revenir aux origines de la sociologie pour autant que celle-ci se définit comme « une science qui se propose de comprendre par interprétation l'action sociale et ce faisant d'expliquer causalement son déroulement et ses effets » (Weber, 1922a, p. 28). L'approche axiologique permet en outre de saisir le sens qui motive les actions à l'occasion desquelles les individus prennent en considération le comportement d'autrui mais aussi d'expliquer certaines séquences de faits dans lesquelles s'insèrent ces actions. Quand bien même l'analyse s'appuierait de façon privilégiée sur les discours des acteurs, toute relation établie entre des raisons et des actes peut être contrôlée, notamment par la comparaison, afin que l'interprétation du déroulement puisse tenir lieu d'« explication compréhensible valable ». C'est en particulier sous cet angle que peuvent être abordés les relations entre répression et « radicalisation ».

Conclusion

Le terrorisme et la violence politique illégale suscitent intérêt et curiosité. Les préjugés et la disqualification, dans le domaine, sont légion. Très peu de travaux de sociologie empirique – du fait notamment des difficultés à ce type de terrain – ont été mis en œuvre pour éclairer les démarches des acteurs de ces opérations. Notre propos a été de montrer la pertinence du recours à la sociologie qualitative classique voire à une sociologie compréhensive pour élucider leurs parcours et leurs motivations. Une telle démarche suppose une distinction entre le sens subjectif et le sens objectif émanant des discours recueillis. Elle présuppose une élucidation des significations convoquées dans les discours et proposées par les « cadrages » élaborés par les groupes dont se revendiquent ces acteurs. De la sorte, elle rend possible une approche axiologique plutôt que seulement psychologisante, individualisante, utilitariste ou à partir du prisme de la déviance de la violence politique illégale. Le recours à la théorie du cadrage tout de même que l'étude empirique des manières collectives ou individuelles d'incorporer certains principes dans la conduite quotidienne et les opérations de ces acteurs illégaux doivent permettre de constituer des éthiques de la violence politique illégale.

³⁵ W. Dilthey (1896) a théorisé la « compréhension par reproduction » (*nachbildendes Verstehen*), postulant que comprendre autrui suppose d'être capable de reproduire en soi l'expérience vive de ce dernier (Dilthey, 1896, V, p. 276), cette possibilité reposant sur notre capacité de ressentir les états d'autrui comme nos propres états, de nous réjouir et de nous affliger avec autrui (Dilthey, 1896, V, p. 277). Weber, à partir de la distinction entre sens objectif et sens subjectif, permet toutefois de dépasser l'approche psychologisante de Dilthey, dans la mesure où la fiction heuristique du sens objectif constitue le cadre conceptuel de « l'interprétation du sens » (voir Weber, 1922b, p. 100-104 et 124 *sqq.*).

Références :

- Agrikoliansky Eric, « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51(1), janv. 2001, p. 27-46.
- Apel Karl-Otto, *La controverse expliquer-comprendre. Une approche pragmatique-transcendantale* [1979], Paris, Le Cerf, 2000.
- Aron R., *Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1981.
- Auriat N., *Les défaillances de la mémoire humaine. Aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF-INED, 1996.
- Bacqué Marie-Frédérique, « La fabrique du terroriste », *Études sur la mort*, 2/ 2006, n° 130, p. 61-69.
- Balan Jorge et Elizabeth Jelin, « La structure sociale dans la biographie personnelle », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 69, Juillet-Décembre 1980, p. 269-289.
- Becker H.S., « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, 66, 1960, p. 32-40.
- Becker Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* [1963], Paris, Métailié, 1985.
- Becker Howard S., *Tricks of the Trade: How to Think about Your Research While You're Doing It*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.
- Benford R.D. et D.A. Snow, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, 1, 1988.
- Benford R. D. et D. A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000.
- Benford Robert D. et al., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 3, 2012, n° 99, p. 217-255.
- Berger Peter et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.
- Berkowitz L., « The frustration-aggression hypothesis: Examination and reformulation », *Psychological Bulletin*, 1989, 106, p. 59-73.
- Berkowitz L., *Aggression: Its causes, consequences, and control*, New York, McGraw-Hill, 1993.
- Bertaux D., « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, LXIX, 1980, p. 198-225.
- Bertaux D., *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997.
- Betta Emmanuel, « Memorie in conflitto. Autobiografie della lotta armata », *Contemporanea*, XII, 4, octobre 2009, p. 673-701.
- Bjørge Tore, *Racist and Right-Wing Violence in Scandinavia*, Oslo, Tano Aschehougs, 1997.
- Blom Amélie, « Les "martyrs" jihadistes veulent-ils forcément mourir ? Une approche émiqque de la radicalisation autosacrificielle au Pakistan », *Revue française de science politique*, 5/2011, vol. 61, p. 867-891.
- Bonelli Laurent, « De l'usage de la violence en politique », *Cultures & Conflits*, n° 81-82, printemps/été 2011, p. 7-16.
- Bosi Lorenzo et Donatella Della Porta, « Micro-mobilization into Armed Groups: Ideological, Instrumental and Solidaristic Paths », *Qualitative Sociology*, vol. 35, n° 4, 2012, p. 361-383.
- Boudon R., *Le juste et le vrai*, Paris, Fayard, 1995.
- Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62/63, juin 1986, p. 69-72.

- Bourdieu P., « Comprendre », in P. Bourdieu (éd.), *La misère du monde*, Paris, Seuil (Libre examen), 1998, p. 1389-1424.
- Braud Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, 09-10, printemps-été 1993, mis en ligne le 16 janvier 2002.
- Codaccioni Vanessa, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures & Conflits*, 1/2013, n° 89, p. 29-52.
- Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.
- Colonos A., *La morale dans les relations internationales : Rendre des comptes*, Paris, O. Jacob, 2005.
- Corcuff Philippe, « Frustrations relatives », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 242-248.
- Cuadros Daniela, « Répression, transition démocratique et ruptures biographiques », *Cultures & Conflits* [En ligne], 89 | printemps 2013, url : <http://conflits.revues.org/18639>.
- David E., « Principes de droit des conflits armés », *Refugee Survey Quarterly*, vol. 22, n° 2/3, Oct. 2003, p. 475-475.
- De Sabbata, Lorenzo, « Une affaire autour des “années de plomb” : le cas du film *La Prima Linea* et du livre *Miccia Corta* », communication dans le séminaire *Usages Publics du passé*, Paris, EHESS, 19/02/2016.
- Della Porta Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Della Porta D., « Mouvements sociaux et violence politique », in Crettiez X. et L. Mucchielli (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 271-291.
- Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- Delori Mathias, « Humanitarian violence. How Western airmen kill and let die in order to make live », *Critical Military Studies*, 2017/2018.
- Demazière Didier, « À qui peut-on se fier ? Les sociologues et la parole des interviewés », *Langage et société*, 2007, vol. 3, n° 121-122, p. 85-100.
- Demazière Didier, « L'entretien biographique comme interaction négociations, contre-interprétations, ajustements de sens », *Langage et société*, 2008/1, n° 123, p. 15-35.
- Dillon M. et J. Reid, *The liberal way of war: Killing to make life live*, Londres et New York, Routledge, 2009.
- Dilthey Wilhelm, *Sitzungsberichte der Preußischen Akademie der Wissenschaften* [1896], in W. Dilthey, *Die geistige Welt. Einleitung in die Philosophie des Lebens. Erste Hälfte : Abhandlungen zur Grundlegung der Geisteswissenschaften*, (Gesammelte Schriften, vol. V), Stuttgart-Göttingen, Teubner-Vandenhoeck & Ruprecht, 1961, p. 241-316.
- Dobry M., « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », in M. Bessin, C. Bidart et M. Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, p. 64-88.
- Duriez B. et F. Sawicki, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT », *Politix*, 63, 2003, p. 17-57.
- Elster Jon, « Motivations and Beliefs in Suicide Missions », in Diego Gambetta, *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Fangen K., « Right-Wing Skinheads- Nostalgia and Binary Oppositions », *Young*, 6, n° 3, 1998, p. 33-49.
- Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et Société*, 2, vol. 32, 2008, p. 163-185.

- Fillieule O., « Dynamics of Commitment in the Sector Known as “Solidarity”: Methodological Reflections Based on the Case of France », in M. Giugni et F. Passy (dir.), *Solidarity Movements*, Rowman & Littlefield Pub, New York et Oxford, 2001a, p. 51-66.
- Fillieule O., « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l’engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51, 2001b, p. 199-215.
- Fillieule Olivier, « Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement », *Social movement studies*, 2010, 9(1), p. 1-15.
- Finlay C., « How to do things with the word ‘terrorist’ », *Review of International Studies*, 35(4), 2009, p. 751-774.
- Frazer Elizabeth et Kimberly Hutchings, « Argument and Rhetoric in the Justification of Political Violence », *European Journal of Political Theory*, vol. 6, n° 2, April 2007, p. 180-199.
- Friedland N., *Becoming a terrorist: Social and individual antecedents. In Terrorism: Roots, impact, responses*, L. Howard (dir.), New York, Praeger, 1992.
- Goffman Erving, *Encounters*, New York, Bobbs-Merrill Company, 1961.
- Goffman E., *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.
- Graham Hugh Davies et Ted Gurr, *Violence in America*, New York, Signet Books, 1969.
- Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
- Gurvitch Georges, *Morale théorique et science des mœurs*, Paris, Alcan, 1973.
- Heinich Nathalie, « Objets, problématiques, terrains, méthodes : pour un pluralisme méthodique », *Sociologie de l’Art*, 2006/2 (OPuS 9 & 10), p. 9-27.
- Heintz M., « Principes éthiques a priori et justifications a posteriori », *Journal international de bioéthique et d’éthique des sciences*, 2015/4, vol. 26, p. 57-73.
- Higgins Rosalyn, « The General International Law of Terrorism », in Maurice Flory et Rosalyn Higgins (dir.), *Terrorism and International Law*, Londres, Routledge, 1997.
- Horgan John, *Walking away from terrorism*, Londres, Routledge, 2009.
- Hughes Everett, *Men and their Work*, Glencoe, IL, Free Press, 1958.
- Hughes Everett, *Le regard sociologique*, Paris, Éditions de l’EHESS, 1996.
- Jackson Richard, « In Defence of “Terrorism” : Finding a Way Through a Forest of Misconceptions », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, vol. 3, 2011.
- Kapitan et Schulte, 2002 ;
- Kaufmann Jean-Paul, *L’entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 1996.
- Kaufmann Jean-Claude, *Le cœur à l’ouvrage*, Paris, Nathan, 1997.
- Kaufmann Jean-Claude, *Sociologie du couple*, Paris, PUF, 2003.
- Klandermans Bert et Nonna Mayer (dir.), *Extreme Right Activists in Europe. Through the magnifying glass*, Oxford, Routledge, 2006.
- Klandermans Bert et Cornelis van Stralen (dir.), *Movements in Times of Democratic Transition*, Philadelphie, Temple University Press, 2015.
- L’Heuillet Hélène, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Paris, Fayard, 2009.
- Laurens Sylvain, « “Pourquoi” et ‘comment’ poser les questions qui fâchent ?”. Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des “imposants” », *Genèses*, 2007/4, n° 69, p. 112-127.
- Lévi-Strauss Claude, « Culture et nature. La condition humaine à la lumière de l’anthropologie », *Commentaire*, vol. 15, n° 3, 1981, p. 365-372.

- Lia B. et K. Skjolberg, « Causes of Terrorism : An Expanded and Updated Review of the Literature », FFI/RAPPORT-2004/04307, rapport déclassifié, Norvège, 28/06/2005.
- Lum C., L. W. Kennedy et A. Sherley, « Are counter-terrorism strategies effective? The results of the Campbell Systematic Review on counter-terrorism evaluation research », *Journal of Experimental Criminology*, 2, 2006, p. 489-516.
- Marchand Pascal, « Expliquer la radicalisation (1) : individus, interactions, identités et croyances », *The Conversation*, 27 janvier 2016, <https://theconversation.com/expliquer-la-radicalisation-1-individus-interactions-identites-et-croyances-53520>
- Mathieu Lilian, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, 3/2004, vol. 45, p. 561-580.
- McAdam D., « Recruitment to High Risk Activism. The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 64-90.
- McCarthy J. et M. Zald, « Ressource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82(7), 1977, p. 1212-1241.
- Mendras Henri, *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.
- Merton R. K., « Épilogue : social problems and sociological theory », in R. K. Merton et R. Nisbet (dir.), *Contemporary social problems*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1971, p. 793-845.
- Michelat G., « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue Française de Sociologie*, XVI-1, 1975, p. 229-247.
- Neveu Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.
- Oberschall A., « The manipulation of ethnicity : from ethnic cooperation to violence and war in Yugoslavia », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 6, novembre 2000, p. 982-1001.
- Ogien Albert, *Le raisonnement psychiatrique*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989.
- Pareto Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, Paris/Genève, Droz, 1917.
- Paugam Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010.
- Persichetti Paolo, *Pour une critique du paradigme victimaire*, Insorgenze, 2013, <https://insorgenze.net/2013/05/29/pourune-critique-du-paradigme-victimaire/>.
- Pfefferkorn Roland, « Le partage inégal des "tâches ménagères" », *Les Cahiers de Framespa*, 7 | 2011, mis en ligne le 15 avril 2011, <http://journals.openedition.org/framespa/646>.
- Prost Antoine, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental. 1914-1918 », *Vingtième Siècle*, n° 81, janvier-mars 2004, p. 5-20.
- Rapin A.-J., « L'objet évanescant d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Cahiers du Réseau Multidisciplinaire d'Études Stratégiques*, 5(1), p. 165-213, 2008.
- Rapin Ami-Jacques, « Does terrorism create terror? », *Critical Studies on Terrorism*, 2/2, 2009, p. 165-179.
- Rasch Wilfried, « Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany », *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 2, 1979, p. 79-85.
- Rechtman Richard et Maria Luisa Cesoni, « Le droit des victimes et la défiance envers l'amnistie aujourd'hui », in Sophie Wanich (dir.), *Une histoire politique de l'amnistie*, Paris, PUF, 2007, p. 155-169.
- Ricolfi L., « Palestinians 1980-2001 », in D. Gambetta (dir.), *Making sense of suicide terrorism*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Rogers Carl (dir.), *Psychothérapie et relations humaines. Théorie et pratique de la thérapie non-directive [1962]*, vol. 1, Paris-Louvain, Nauwelaerts, 1966.
- Rogers C., *L'approche centrée sur la personne*, Lausanne, Randin, 2001.

- Ruggiero V., « Brigade Rosse: Political Violence, Criminology and Social Movement Theory », *Crime, Law and Social Change*, 43, 2005, p. 289-307.
- Sageman Marc, *Understanding Terror Networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2004.
- Scheffler S., « Is terrorism morally distinctive? », *Journal of Political Philosophy*, 14(1), 2006, p. 1-17.
- Schwartz O., « Symposium sur "Analyser les entretiens biographiques, de D. Demazière et C. Dubar" », *Sociologie du Travail*, 4, 1999, p. 463-468.
- Silke A., « The devil you know: Continuing problems with research on terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 13, 2001, p. 1-14.
- Silke A., « The Psychology of Suicidal Terrorism », in A. Silke (dir.), *Terrorists, Victims and Society: Psychological Perspectives on Terrorism and its Consequences*, Londres, Wiley, 2003, p. 93-108.
- Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, coll. Contester, Presses de Sciences Po, 2008.
- Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.
- Steiner Anne et Loïc Debray, *RAF : Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Éditions l'Échappée, 2006.
- Stepniak Kravtchinski Serge, *La Russie clandestine [1863]*, J. Lévy, 1885.
- Strauss A., *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme [1959]*, Paris, Éditions Métailié, 1992.
- Thomas W. et F. Znaniecki, *The Polish Peasant in Europe and America [1918-1919]*, Boston, Richard G. Badger ; réimpr. New York, Octagon Books, 2 vol., 1974.
- Thompson J.B., *Studies in the Theory of Ideology*, Cambridge, Polity, 1964.
- Thompson D., *Les Français jihadistes*, Paris, Les Arènes, 2014.
- Thomson David, *Les Revenants. Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris, Seuil, 2016.
- Tilly Charles, « Collective Violence in European Perspective », in Gurr et Graham (dir.), *Violence in America*, vol. 1, Washington (D.C.) U.S. Government Printing Office, 1969, p. 5-34.
- Tilly Charles et al., *The Rebellious Century : 1830-1930*, Harvard, Harvard University Press et De Gruyter, 1975.
- Tilly Charles, « Terror, Terrorism, Terrorists », *Sociological Theory*, vol. 22, n° 1, « Theories of Terrorism: A Symposium », Mar. 2004, p. 5-13.
- Turina Isacco, « Éthique et engagement dans un groupe antispéciste », *L'Année sociologique*, vol. 60, 2010/1, p. 161-187.
- Voëgtli M., « Du jeu dans le je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politiques – RIAC*, 51, 2004, p. 145-158.
- Weber Max, *Rudolf Stammler et le matérialisme historique. Aux origines de la sociologie wébérienne [1907]*, Québec-Paris, Presses de l'Université Laval-Éditions du Cerf, 2001.
- Weber Max, « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques » [1917], in *Essais sur la théorie de la science*,
- Weber M., *Le savant et le politique [1919]*, Paris, Plon, UGE, 1996.
- Weber Max, *Économie et société [1922a]*, Paris, Plon, 1995.
- Weber Max, « Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive » [1922b], in *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.
- Whittier N., « Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, 1997, p. 760-778.
- Wieviorka M., *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

Zaccâ-Reyners Nathalie (dir.), *Explication-compréhension. Regards sur les sources et l'actualité d'une controverse épistémologique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003.

Zwerman G. et P. Steinhoff, « When Activists Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United States and Japan », in C. Davenport *et al.* (dir.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 85-107.